

Contre la vague des licenciements : Une même marée montante de luttes !

Des peines de 3 à 5 mois de prison avec sursis, assorties de lourdes sommes pour réparation des dégâts commis à la sous-préfecture de Compiègne, voilà le verdict tombé la semaine dernière contre une poignée de travailleurs de Continental. Voilà comment la justice de classe, par réflexe de trouille sans doute, répond aux travailleurs qui luttent contre les licenciements. En revanche, aucune sanction pour les inestimables dégâts engendrés par les centaines de milliers de suppressions d'emplois de ces derniers mois dont sont coupables les casseurs du monde patronal.

Les patrons du privé ne sont d'ailleurs pas les seuls coupables. Le gouvernement impose la même saignée dans les services dits publics, de transports, poste, hôpitaux et éducation. Mais ça n'a pas troublé la fête entre patrons et ministres, à l'université d'été du MEDEF ! Ces dividendes ronds touchés par les actionnaires et ces « bonus » exorbitants touchés par des PdG ? On les déplore, mais on les empoche ! Tant pis si Air-France, General Motors, Michelin annoncent ou confirment de nouveaux plans de licenciements, sans parler des petites entreprises qui licencient ou ferment sans même que la presse nationale s'en fasse l'écho.

Heureusement que l'actualité sociale, c'est aussi les réactions et les luttes du monde du travail. Nombreuses, souvent déterminées et radicales, ces derniers mois. Des patrons ont pleuré parce qu'ils étaient prétendument séquestrés, ou que leur entreprise était menacée de sauter sur des bonbonnes de gaz ! Mais ceux qui ont lutté n'ont arraché qu'un gros, ou petit chèque, pour partir, car ces luttes ont eu lieu sans coordination entre elles, donc sans le rapport de forces nécessaire pour interdire les licenciements. Les confédérations syndicales dont ce serait la tâche de « fédérer » les luttes, ont laissé sans lendemain les deux journées de janvier et mars qui avaient pourtant été d'énormes succès.

Aujourd'hui Bernard Thibault, qui dirige une CGT qui conserve un gros potentiel d'intervention dans l'industrie, s'affiche réservé à l'égard des travailleurs qui, à Continental ou New-Fabris, ont eu

« des revendications portant sur l'indemnisation des licenciements ». La « démarche syndicale » selon lui, serait de « lutter pour l'emploi ». Lui aurait « une réelle ambition politique sur l'avenir de l'industrie ». Mais il ne précise ni comment ni quand les travailleurs qui sont licenciés aujourd'hui et maintenant pourraient bien, tous seuls dans leurs entreprises souvent petites, imposer le maintien de leur emploi plutôt qu'un chèque ?

Aucune perspective de lutte commune n'est donnée par les confédérations, dont les principaux responsables, Chérèque et Thibault, brillent par leur fréquentation des salons de l'Élysée ou Matignon. Ce ne sont pourtant pas les états généraux de l'industrie annoncés par Sarkozy qui sauveront les emplois !

Pour l'emporter contre les licenciements, dans le privé comme dans le public, il faut que les travailleurs menacés entrent en lutte, mais surtout s'unissent, se coordonnent, imposent ensemble un rapport de force qui inquiète le patronat et le gouvernement. Tous ensemble oui, plus que jamais !

Des travailleurs de Continental, de New-Fabris, de Ford à Bordeaux ont accompagné leurs luttes d'efforts de jonction et de regroupement en « collectif contre les patrons voyous et licenciés ». Ils se sont adressés à d'autres pour se joindre à eux, et ont manifesté ensemble : c'est dans ce sens qu'il faut poursuivre.

Des « journées » ont été annoncées par des fédérations syndicales, en ordre dispersé : le 17 septembre à Paris à l'appel de la CGT Métallurgie et Chimie, le 22 septembre contre la privatisation de La Poste. Des directions syndicales de cheminots envisagent aussi cette échéance du 22 septembre. Il faut évidemment s'en saisir, mais surtout faire de ces rendez-vous autant d'occasions pour nouer, à partir des entreprises en lutte, les contacts nécessaires à la convergence des combats à venir.

Le « tous ensemble », c'est la condition pour que les travailleurs imposent de ne plus payer la facture de la crise.

C'est pas la crise pour tout le monde

848 millions d'euros de free cash flow au 30 juin 2009. Tout n'est donc pas négatif dans les résultats de Renault annoncés fin juillet, surtout pour son staff dirigeant.

Au début d'année, la direction a en effet changé le mode de calcul des primes des cadres dirigeants (jusqu'au niveau CEG -3), indexées non plus sur la marge opérationnelle (dont la prévision était négative) mais sur le montant du free cash flow !

Les rémunérations ne sont donc pas bloquées pour tout le monde.

Mieux vaut être banquier que salarié

Renault a diminué de 708 millions d'euros son endettement financier net pendant les 6 premiers mois de 2009. Si les salariés ont droit au blocage des salaires (0% d'AGS en 2009), de leur prime d'intéressement et à des milliers de suppressions d'emplois, Renault a su trouver de l'argent pour les banques.

Pas mal pour une entreprise que certains de ses dirigeants déclaraient presqu'au bord de la faillite !

Les résultats sont mauvais, la direction aussi

La direction justifie les mauvais résultats de Renault du premier semestre 2009 par la crise qui a entraîné une baisse des ventes de plus de 16,5 % par rapport aux 6 premiers mois de 2008. Mais si les commandes ont baissé fin 2008, les carnets de commandes sont maintenant pleins et même supérieurs à ceux de 2008 !

Sans compter que des demandes n'ont pas pu être satisfaites faute de stock, que pour réduire ces stocks, les collègues des usines étaient mis au chômage partiel, avec un salaire partiel, et qu'aujourd'hui, ils subissent l'augmentation des cadences et des samedis travaillés.

Pas besoin d'apprentissage pour le bling-bling

Le 15 juillet, la direction de Renault a participé à une grande opération de communication organisée à l'Élysée sur l'apprentissage.

Sarkozy et de nombreux patrons ont le culot de présenter ce dispositif comme « une des solutions au chômage des jeunes ». Sauf que cela fait plusieurs années que Renault n'embauche pratiquement plus d'apprentis à la fin de leur apprentissage. Par contre, les subventions publiques, Renault les garde bien.

Une crise que les patrons auront bien méritée

Il n'y a pas que sur les voitures que Renault fait des rabais. Avec le PRV et le blocage des salaires, la direction se vante de pouvoir atteindre 20 % de réduction de la masse salariale entre 2007 et 2009.

Ce genre de déclaration vise à plaire aux boursicoteurs et à faire remonter l'action.

Alors pour arrêter la diminution de nos emplois et de nos salaires, il va falloir une bonne crise... sociale !

Une grève d'avertissement

Deux jours de grève la semaine dernière, suivis par 98 % des soixante salariés de Samsic qui assurent la sécurité du TCR. Une première !

Avec un salaire moyen de 1500 euros bruts et des effectifs en baisse constante, les collègues prestataires ont bien des raisons de se mettre en colère. Comme beaucoup d'autres salariés sur le site, prestataires et Renault.

Les sales coups de l'été

La société Idestyle a été placée en redressement judiciaire le 4 août. 384 salariés sont en sursis et menacés de licenciement. Beaucoup ont travaillé des années au Technocentre, notamment comme dessinateurs pour l'Ingénierie Véhicule. Ce dépôt de bilan est une des conséquences de la mise à la porte brutale par Renault, fin 2008, de plus de mille collègues prestataires.

Renault sous-traite ses licenciements, tandis qu'ici nous subissons aussi des suppressions d'emplois. N'attendons pas de perdre notre emploi les uns après les autres pour lutter tous ensemble !

Renault sacrifie les salariés de New-Fabris

Le 16 juin, l'équipementier automobile New-Fabris était mis en liquidation judiciaire : ses principaux clients, Renault et PSA, ayant décidé de faire usiner ailleurs leurs collecteurs. Le 16 juillet, 180 salariés de New-Fabris manifestaient quai Le Gallo à Boulogne devant le siège de Renault.

Après un mois et demi de lutte, les 366 salariés ont obligé Renault et PSA à leur verser une prime extra-légale de 12 000 euros nets en échange du rachat de stocks de pièces. Soit à peine 2,2 millions pour chaque constructeur. Une paille pour Renault, tandis que les salariés se retrouvent sans emploi dans une région déjà largement touchée par le chômage.

Une collecte peut en cacher une autre

Plus de 277 euros. C'est le résultat de la collecte pour l'Étincelle effectuée à plusieurs portes du Technocentre avant les vacances. Merci à tous les salariés qui y ont participé.

Et que tous ceux qui regrettent de n'avoir pas pu donner ce jour-là se rassurent. L'argent récolté permet à l'Étincelle de continuer. D'autres collectes sont donc à prévoir ... ;-)